

**CADRE DE GESTION DU  
VOLET 1 – SOUTIEN AU RAYONNEMENT DES RÉGIONS  
DU FONDS RÉGIONS ET RURALITÉ  
POUR LA RÉGION DU CENTRE-DU-QUÉBEC**

**Adopté le 11 décembre 2020**

## **Le volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité, en quelques mots**

Le volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité (FRR) est un programme du ministère des Affaires municipales et de l’Habitation (Ministère). Il vise l’ensemble des régions du Québec, à l’exception des régions de la Capitale-Nationale et de Montréal, pour lesquelles d’autres fonds sont prévus. Les sommes qui y sont consacrées serviront entièrement au financement de projets de développement, alignés sur les priorités déterminées par chacune des régions. Les projets porteront la marque distinctive du rayonnement régional. Par cette démarche, le gouvernement du Québec place son action au service des régions. Ce document présente le cadre de gestion pour la région du Centre-du-Québec.

### **À propos du rayonnement régional**

Tout projet a un rayonnement régional s’il a des retombées dans le territoire des cinq municipalités régionales de comté (MRC) de la région du Centre-du-Québec. Les projets locaux réalisés dans les cinq MRC et qui contribuent à l’atteinte d’une même priorité régionale sont aussi admis. Dans ce cas, c’est la somme des projets, et non chacun des projets pris individuellement, qui aura un rayonnement régional.

### **Les priorités régionales et les actions privilégiées**

Dans chaque région concernée, un comité directeur a été mis en place par la ou le ministre responsable de la région et les préfets des MRC (ou maires des organismes équivalents). Ce comité a œuvré à l’établissement des priorités régionales de développement de la région. Chaque priorité peut être assortie d’actions à privilégier. Les priorités et les actions privilégiées du Centre-du-Québec sont présentées sur le site Web du Ministère. Elles peuvent aussi être obtenues en communiquant avec la direction régionale du Ministère.

Les priorités régionales sont établies pour plusieurs années alors que l’action à privilégier constitue une cible à plus court terme. Au Centre-du-Québec, les priorités de la région ont été établies dans le cadre d’une démarche stratégique initiée par la Table des MRC.

Pour être admissible à un financement, un projet doit concorder avec une priorité régionale.

### **Le comité régional de sélection de projets**

En plus d’avoir établi les priorités régionales, le comité directeur a déterminé la composition du comité régional de sélection de projets. La composition du comité du Centre-du-Québec est disponible sur le site Web du Ministère. Elle peut également être obtenue en communiquant avec la direction régionale du Ministère.

Le mandat du comité régional de sélection de projets consiste à prioriser et à choisir les projets à soutenir dans le cadre du volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du FRR. Le Ministère s’occupe des aspects administratifs entourant l’octroi des aides : vérification du respect des normes, conventions d’aide financière avec les bénéficiaires, versements des aides octroyées et reddition de comptes.

C’est aussi le comité qui détermine les modalités de dépôt de projets et les critères de sélection particuliers de la région qui, le cas échéant, s’ajoutent aux critères de base. Il peut enfin déterminer des taux d’aide ou des montants maximaux d’aide inférieurs à ceux prévus par le volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du FRR. Le présent document intègre les décisions prises par le comité régional de sélection de projets.

Pour le soutenir dans son mandat, le comité régional de sélection de projets a mis sur pied un comité des préfets dont le mandat est d’identifier des partenaires en mesure de préparer et de réaliser, en codéveloppement, des projets pour concrétiser les enjeux et les objectifs retenus par la région du Centre-du-Québec. Ce comité pourra également accueillir tout promoteur qui voudra contribuer à la démarche. Le comité produit des recommandations sur tous les dossiers soumis au comité régional de sélection de projets.

À noter que les membres du comité des préfets et du comité régional de sélection de projets sont liés par des règles de conduite en matière d'intégrité, d'impartialité, de confidentialité et d'annonce des projets. Ils ne pourront divulguer d'aucune façon le contenu des projets reçus ou les analyses effectuées. Seuls les paramètres généraux des projets et du financement accordé seront, le cas échéant, rendus publics. Ils devront aussi veiller à ne pas se placer en conflit d'intérêts.

### **Organismes admissibles**

---

Les organismes suivants sont admissibles :

- Organismes municipaux;
- Entreprises privées, à l'exception des entreprises du secteur financier;
- Entreprises d'économie sociale, à l'exception des entreprises du secteur financier;
  - tout autre organisme à but non lucratif ou coopérative;
- Communautés autochtones (conseils de bande);
- Organismes des réseaux du milieu de l'éducation;
- Personnes morales souhaitant démarrer une entreprise privée ou d'économie sociale.

Un organisme inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics n'est toutefois pas admissible. Un organisme en situation de litige devant un tribunal avec le gouvernement du Québec ou en situation de défaut à ses obligations envers le Ministère pourrait, selon la nature du litige ou du défaut et les enjeux soulevés, ne pas être admissible.

### **Projets admissibles**

---

Le volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du FRR participe au financement de projets admissibles priorisés et choisis par le comité régional de sélection de projets, à l'intérieur de l'enveloppe financière déterminée et des normes du volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du FRR. L'octroi des aides est conditionnel à la disponibilité des crédits.

Le volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du FRR peut aussi participer au financement d'ententes sectorielles de développement entre des MRC et des ministères ou des organismes du gouvernement, soumises par des MRC et choisies par le comité régional de sélection de projets, prévoyant les clauses requises pour se qualifier comme projet admissible.

Pour être admissible, un projet doit contribuer à l'attractivité des milieux de vie ou au développement d'entreprises :

- Un projet contribue à l'attractivité des milieux de vie s'il bonifie les conditions liées au désir de séjourner dans un milieu à des fins touristiques, ou encore de s'y établir ou d'y demeurer et de contribuer à sa prospérité;
- Un projet contribue au développement d'entreprises s'il vise la mise en place d'une nouvelle entreprise, la croissance ou la consolidation d'une entreprise existante.

Pour être admissible à une subvention, le projet doit également :

- être issu de la démarche de codéveloppement de la région du Centre-du-Québec;
- être réalisé sur le territoire de la région;
- concorder avec l'une des six priorités régionales inscrite dans la démarche stratégique;
- avoir un rayonnement régional;
- obtenir un financement sectoriel lorsqu'un programme gouvernemental existe et qu'une enveloppe est disponible, puisque le volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du FRR ne doit pas remplacer les programmes existants, mais en être un complément;

- ne pas entrer en contradiction avec une politique gouvernementale ou une mesure approuvée par le Conseil du trésor ou le gouvernement du Québec ni couvrir une activité déjà financée par des règles budgétaires approuvées par ce dernier;
- respecter le cadre légal et réglementaire en vigueur ainsi que les accords nationaux ou internationaux applicables;
- ne pas générer des dépenses additionnelles qui pourraient être induites pour le gouvernement subséquent par sa réalisation ou avoir des conséquences négatives majeures pour un secteur d'activité couvert par la mission d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement du Québec.

Le Ministère sollicitera la collaboration des autres ministères concernés pour vérifier l'admissibilité des projets, particulièrement au regard des trois derniers points mentionnés ci-dessus puisque ceux-ci sont relativement techniques, probablement rarissimes, et que cette vérification ne peut incomber strictement au demandeur de l'aide financière. À moins de raisons exceptionnelles, cette vérification sera attendue à l'intérieur d'un délai de 15 jours ouvrables.

Aux fins du volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du FRR, un projet est défini comme une initiative d'une durée limitée dans le temps, de nature ponctuelle et non récurrente, et n'incluant pas les charges permanentes que doit assumer l'organisme pour rester en activité indépendamment du volume de ses activités.

Les déménagements d'entreprises provenant d'autres régions administratives du Québec ne sont pas admissibles.

## **Dépôt de projet**

---

Contrairement à l'approche par appel de projets, la région du Centre-du-Québec a mis en place une démarche de codéveloppement des projets. Cette démarche se situe en amont du dépôt des projets. Ainsi, afin d'arriver à des projets pouvant être présentés au comité régional de sélection de projets, des rencontres doivent être organisées afin de codévelopper ceux-ci.

La structure mise en place au Centre-du-Québec implique qu'un chantier est créé pour chacune des six priorités régionales. Chaque chantier, regroupant de nombreux intervenants de divers organismes concernés par la priorité, a pour objectif d'identifier des enjeux prioritaires qui seront adressés au cours de l'année. Ces enjeux sont ensuite traités par des comités de travail regroupant les organismes volontaires à y participer. Les comités ont pour objectif de générer des projets ayant fait consensus qui franchiront certaines étapes de validation et seront ultimement présentés au comité régional de sélection de projets.

Le dépôt des projets codéveloppés se fera en ligne via un formulaire électronique disponible sur le site Web du Ministère.

## **Évaluation des projets**

---

Le comité régional de sélection de projets s'est doté de la grille suivante pour évaluer les projets admissibles et déterminer lesquels choisir et prioriser :

- la concordance avec une priorité régionale et une action privilégiée, le cas échéant;
- la concordance avec la démarche de codéveloppement du Centre-du-Québec;
- l'ampleur du rayonnement régional, selon le nombre de territoires bénéficiant des retombées du projet et de l'importance de ces retombées en termes d'usagers, de clientèles ou d'employés en retirant des bénéfices;
- l'importance des retombées économiques en termes d'emploi pendant et après la réalisation du projet;
- l'importance de la contribution demandée au regard de l'ampleur du rayonnement régional;
- l'importance de la contribution demandée au regard des contributions d'autres parties, dont le bénéficiaire;
- l'aspect structurant du projet :
  - parce que se déroulant dans un domaine ayant un potentiel de croissance appréciable;

- ou qu'il permet de lever des obstacles au développement dans ce domaine;
- ou qu'il contribue à développer une synergie durable<sup>1</sup> entre les acteurs pour une amélioration durable d'une situation donnée;
- la qualité du plan de financement : réalisme des coûts anticipés, contributions des partenaires impliqués et des programmes gouvernementaux applicables, confirmation des contributions;
  - à noter que la contribution financière du demandeur peut aussi être indirecte sous forme de ressources humaines ou matérielles, à comptabiliser financièrement;
- la qualité du plan de réalisation du projet : liens probants entre les étapes, les activités, les ressources et les cibles;
- la qualité de la structure de gouvernance : relations claires entre les partenaires, modes de décision établis, feuille de route éloquente du directeur de projet et de l'équipe de projet.

### **Dépenses admissibles**

---

Les dépenses admissibles sont énumérées ci-dessous.

- a) Les frais de fonctionnement directement liés à la réalisation du projet (les salaires, le loyer, l'acquisition de matériel et d'équipement, la reddition de comptes).
- b) Les frais de réalisation de plans et d'études (salaires et honoraires professionnels) se rapportant à la mise au point du projet :
  - la réalisation d'un plan d'affaires;
  - l'évaluation de l'opportunité d'un projet, y compris l'analyse de marché d'un projet;
  - l'évaluation de la faisabilité technique et financière d'un projet;
  - la définition et la mise au point d'un concept;
  - la programmation d'activités;
  - le développement et la mise au point d'instruments ou d'indicateurs permettant de mieux mesurer un secteur d'activité, y compris les études d'achalandage et d'impact économique liées à des projets.
- c) Les coûts de construction, d'aménagement, de réalisation ou de mise en place du projet.

### **Dépenses non admissibles**

---

L'aide ne peut servir à financer :

- le déficit d'opération d'un organisme admissible, le remboursement d'emprunts ou le renflouement de son fonds de roulement, à moins que cela s'inscrive à l'intérieur d'un plan de redressement faisant partie du projet;
- les dépenses effectuées avant la date de dépôt du projet;
- les dépenses liées à des projets déjà réalisés;
- les dépenses déjà payées par le gouvernement du Québec, pour un même projet;
- toute dépense qui n'est pas directement liée au projet;
- les dépenses relatives au soutien administratif ou financier visant à appuyer les travaux du comité régional de sélection de projets;
- toute dépense visant le déplacement d'une entreprise provenant de l'extérieur de la région administrative;
- toute subvention à l'administration gouvernementale, à l'exception des organismes des réseaux du milieu de l'éducation;
- toute dépense liée à des activités encadrées par des règles budgétaires approuvées par le gouvernement du Québec;

---

<sup>1</sup> Par exemple, la mise en place de table de concertation ou l'établissement de nouveaux partenariats.

- toute dépense visant des entreprises inscrites au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics;
- la portion remboursable des taxes;
- toute forme de prêt;
- toute forme de garantie de prêt;
- toute forme de prise de participation.

### **Règles d'adjudication des contrats de construction**

---

Lorsque le projet vise à financer l'exécution de travaux de construction confiés à un tiers, l'organisme admissible à une aide financière dans le cadre du volet 1, à l'exception d'une entreprise privée, doit suivre les dispositions prévues à la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, chapitre C-65.1, article 23). Pour les contrats :

- inférieurs à 25 000 \$ : gré à gré;
- de 25 000 \$ à 105 699 \$ inclusivement : invitation écrite à au moins trois fournisseurs ou entrepreneurs;
- de 105 700 \$ et plus : appel d'offres public.

Pour les organismes municipaux, les organismes du milieu de l'éducation ou les organismes mandatés par le milieu municipal, les contrats de 105 700 \$ et plus doivent être ouverts aux accords de libéralisation.

Ces dispositions seront inscrites et confirmées dans la convention d'aide financière à être signée avec l'organisme admissible.

Un appel d'offres public n'est pas requis, sur l'avis de la ministre, lorsque, en raison d'une situation d'urgence, où la sécurité des personnes ou des biens est en cause ou lorsqu'un seul contractant est possible en raison d'une garantie, d'un droit de propriété ou d'un droit exclusif.

Lorsque les règles d'adjudication des contrats de construction d'un organisme admissible au programme sont plus restrictives que les présentes règles, l'organisme doit appliquer ses propres règles.

### **Montants de l'aide et cumul des aides**

---

#### **Montant maximum de l'aide financière**

- Pour toutes les catégories de bénéficiaires, un même organisme admissible et ses filiales ne peuvent recevoir du volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du FRR plus de 1 M\$ par année, pour un même projet, pour un maximum de 3 M\$ sur cinq ans.

#### **Taux d'aide maximal des dépenses admissibles**

Pour les projets financés exclusivement par le volet 1 du FRR :

- L'aide financière maximale à l'entreprise privée est de 50 % des dépenses admissibles.
- Pour tout autre projet, l'aide financière maximale est de 80 % des dépenses admissibles.
- La contribution du bénéficiaire au projet peut prendre la forme de ressources financières, humaines ou matérielles.

#### **Ententes sectorielles de développement**

- L'aide financière maximale à la mise en œuvre d'ententes sectorielles de développement est de 80 % des dépenses admissibles au volet 1 du FRR.

## Règle de cumul des aides financières

- Le volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du FRR peut contribuer au remboursement des dépenses admissibles qui ne sont pas remboursées par d'autres programmes gouvernementaux ou sources de financement public, sous réserve du respect des règles de cumul des aides financières prévues dans les normes de ces programmes.
- Toutefois, nonobstant les clauses des règles de cumul des autres programmes d'aide financière, pour les projets qui répondent aux critères suivants, ce cumul peut atteindre 100 % des dépenses admissibles pour :
  - Un projet à caractère social ou communautaire qui contribue à l'amélioration du cadre de vie d'une communauté et qui s'inscrit dans une thématique d'intervention reconnue du développement social;
  - les projets de logement social subventionnés par la Société d'habitation du Québec (SHQ), lorsqu'applicable, dans la mesure où les normes de la SHQ approuvées par le Conseil des ministres le permettent.

## Durée de l'aide

---

Un projet ne pourra être financé sur plus de cinq années à partir de son année d'acceptation.

## Dépôt des demandes d'aide

---

Pour que sa demande soit étudiée, l'organisme doit :

- a) respecter les modalités de dépôt de projets établies par le comité régional de sélection de projets, en sus des conditions énoncées dans la section « projets admissibles »;
- b) produire une demande complète et la transmettre à la direction régionale du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation par voie électronique. Consultez le site Web du Ministère pour avoir toutes les informations sur le dépôt d'une demande :  
<https://www.mamh.gouv.qc.ca/developpement-territorial/fonds-et-programmes/fonds-regions-et-ruralite-frr/volet-1-soutien-au-rayonnement-des-regions/faire-une-demande/>
- c) faire la démonstration du besoin d'un recours au volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du FRR et fournir au Ministère les renseignements requis pour éclairer la décision du comité régional de sélection de projets.

L'organisme peut fournir tout autre document jugé pertinent appuyant sa demande.

## Décision

---

Les demandeurs d'aide dont les projets seront retenus recevront une confirmation de la promesse d'aide.

Les demandeurs d'aide financière dont les projets ne seront pas retenus seront également informés par écrit par le Ministère.

## Reddition de comptes

---

Les projets retenus feront l'objet d'une convention d'aide financière entre le Ministère et l'organisme. Sauf exception, à la fin du projet, le promoteur devra déposer un rapport final ainsi qu'un rapport financier du projet réalisé par un comptable, selon les spécificités du chapitre 9100 des normes de certification comptable, ou un rapport de mission d'examen ou d'audit de l'organisme incluant le projet. Les frais entourant la production de ce rapport financier sont considérés comme étant une dépense admissible et peuvent être demandés lors du dépôt de la demande.

## **Annonce publique**

---

Les projets retenus pourront faire l'objet d'un protocole de visibilité et d'une annonce publique.

## **Information**

---

Pour toute question à propos du volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du FRR, adressez-vous à la direction régionale du Ministère.

62, rue Saint-Jean-Baptiste, bureau S-05  
Victoriaville (Québec) G6P 4E3  
Téléphone : 819 752-2453  
Télécopieur : 819 795-3673  
Courriel : [Dr.Centre-Quebec@mamh.gouv.qc.ca](mailto:Dr.Centre-Quebec@mamh.gouv.qc.ca)